

ne pouvait pas douter non plus que c'était un programme du présent gouvernement, un objectif à atteindre, un but visé par le gouvernement.

Ce n'est que neuf mois plus tard, après les élections, que le premier ministre décidait apparemment que sa déclaration n'avait vraiment rien d'un programme ou d'un but à atteindre, que le détournement de 15 p. 100 était simplement un événement qui pouvait se produire de quelque façon étrangère au programme du gouvernement et que, s'il se produisait, ce serait parfaitement satisfaisant. Cependant, telle n'a pas été l'impression créée dans le pays et j'ai sous les yeux bien des extraits de journaux qui établissent, sans l'ombre d'un doute, que l'impression qu'en ont tirée les journaux de notre pays veut bien que ce soit un programme, une proposition, un objectif du gouvernement, consistant à détourner vers le Royaume-Uni 620 millions de dollars de notre commerce avec les États-Unis. Même M. James Duncan, qui a été très près du gouvernement et qui, j'en suis sûr, lui a beaucoup aidé dans ces missions commerciales, aurait parlé, d'après le *Globe and Mail* du 22 janvier, de la proposition du premier ministre relative au détournement de 15 p. 100 de nos échanges.

Qu'ont dit à ce sujet les collègues ministériels de mon honorable ami? Eh bien, le ministre des Finances (M. Fleming) a déclaré à la Chambre, le 23 octobre dernier, comme en fait foi la page 324 du hansard, que la politique du gouvernement était de "chercher à détourner le commerce". Plus tard durant la campagne électorale, le 19 mars, à Vancouver, d'après le *Sun* de cette ville, dans le numéro de cette date, l'honorable député est allé un peu plus loin et il a parlé de la "décision" du gouvernement. C'est le mot qu'on lui attribue. Il a parlé de la décision gouvernementale de distraire vers le Royaume-Uni 15 p. 100 du commerce canadien en provenance des États-Unis; il a même ajouté, et c'étaient des paroles fort étonnantes, que les Américains se réjouissaient de perdre ces 620 millions d'affaires et qu'ils discerneraient que c'était bon pour chacun.

L'hon. M. Fleming: Ce n'est pas un compte rendu exact de ce que j'ai dit.

L'hon. M. Pearson: J'enverrai l'article de journal à mon honorable ami. Ensuite, il est dit que le ministre du Commerce (M. Churchill), débarquant à Londres avec la mission commerciale du Canada, aurait déclaré que le but visé par cette mission était de réorienter vers le Royaume-Uni 620 millions des achats que nous faisons aux États-Unis. C'était là, selon lui, le but visé par le premier ministre, but qu'il qualifiait "d'éminemment pratique".

L'hon. M. Churchill: Où puisez-vous ces paroles?

L'hon. M. Pearson: Je cite les journaux. Je me ferai un plaisir de faire parvenir cette coupure à mon honorable ami. (*Exclamations*) Si mon honorable ami conteste l'exactitude de ces articles, il aurait pu le dire lorsqu'ils ont paru.

L'hon. M. Churchill: C'est la première fois que j'en entends parler.

L'hon. M. Pearson: Lorsque nous avons discuté cette question à la Chambre, l'automne dernier, mon honorable ami était présent, et il est intervenu. Pourquoi n'a-t-il pas dit alors que ce que nous affirmions de sa politique était inexact et injuste?

L'hon. M. Churchill: Je n'ai jamais manqué de le faire. Voilà des mois que je le fais et vous en savez les résultats.

L'hon. M. Pearson: Non, à l'époque pas un député d'en face n'a prétendu que nous avions tort de prétendre que cette déviation de 15 p. 100 était bien le but visé par le gouvernement, qu'il s'agissait là d'une proposition de l'État, d'un objectif de l'État. En vérité, les membres du gouvernement ont fait leur cette déclaration et ont cherché à en tirer tous les avantages qu'ils ont pu au cours de la campagne électorale.

Quelle impression cela a-t-il fait au Royaume-Uni? Qu'on me permette de citer seulement le *Times*, de Londres. Le 8 juillet le *Times* disait du premier ministre qu'il avait déclaré qu'une déviation de 15 p. 100 était "un objectif visé". Le 22 novembre il ajoutait qu'il s'agissait bien là d'un "projet" du premier ministre. Plus tard encore, le 21 avril 1958, il se plaignait que la déclaration faite par le premier ministre à l'*U.S. News and World Report* avait "provoqué ici une certaine perplexité". Et pas plus tard que le 28 avril de cette année sir David Eccles disait que cette idée de déviation était une "proposition", ce qui semble bien être ce qu'ont dans l'esprit les honorables députés qui siègent en face.

Aux États-Unis non plus le sens de ce qu'on avait dit ne faisait pas de doute. Nos voisins y ont vu une proposition gouvernementale, une politique gouvernementale, et un objectif gouvernemental. On a compris que notre gouvernement ferait ce qu'il pourrait pour détourner 15 p. 100 de nos importations des États-Unis vers la mère-patrie et que c'était à cette fin qu'on avait envoyé au Royaume-Uni une mission canadienne, aux frais du contribuable. En vérité, quelle autre conclusion pouvait-on tirer de tous ces témoignages? Seulement, on est bien en droit de se demander maintenant pourquoi on ne veut plus accepter cette interprétation des faits? Pourquoi cherche-t-on